

idées & débats



Anthony Micallef/Haytham-REA

La France de 2017 clame à la fois son besoin de comprendre les évolutions du monde et son désir de résistance. Ici, une assemblée du mouvement « Nuit debout », né lors de la lutte contre la loi El Khomri sur la réforme du travail.

LE POINT DE VUE

de Bernard Sananes

Réformer en France au début du XXI^e siècle

Un projet de réforme, aussi évident soit-il pour ceux qui le conçoivent, n'en reçoit pas pour autant l'approbation des Français. Pour imposer ses idées, il est désormais primordial de passer d'une stratégie d'influence à une stratégie d'opinion.

Comme pour chaque campagne électorale, de nombreux acteurs de la société civile, think tanks, organisations professionnelles, associations, syndicats, entreprises préparent depuis plusieurs mois leurs propositions pour le prochain quinquennat. Cette fois-ci encore, le cru s'annonce de qualité. Stimulés par la perspective d'une alternance qui rebattrait les cartes, empêchés de tomber dans la surenchère catégorielle sous la contrainte de la rigueur budgétaire, échaudés par l'inflation législative, les uns et les autres font souvent preuve d'une forme de créativité qui donne un intérêt véritable à ces propositions. Partout, d'ailleurs, ces travaux ont suscité l'intérêt : démarches participatives, workshops, consultations, le débat d'idées mobilise. Rassurons-nous donc sur ce point : le pessimisme à la française n'a pas asséché le marché des idées.

Pourtant, à six mois des élections, certains de ces acteurs s'inquiètent : comment être entendus ? Comment être écoutés ? Comment convaincre les décideurs que mon problème est important, que mes solutions sont les meilleures ? Interrogation légitime devant la focalisation du débat médiatique sur les thèmes régaliens et les tactiques politiques. Doubte tout aussi justifié sur les promesses qui leur sont faites et qui se heurteront une fois de plus aux désillusions de l'exercice du pouvoir.

Beaucoup de ces acteurs publics et privés ont choisi de mener des stratégies de pur lobbying. Ce faisant, ils courent un double risque : le premier, c'est de réduire leur action à une démarche de spécialistes parlant aux experts dans des débats techniques. Le second, c'est d'oublier que, autour d'eux et de ceux qui demain décideront, il y a la société française et son incroyable complexité, l'opinion publique et sa capacité à peser,

à influencer par ses réactions sur le rythme et la nature des réformes.

L'accélération du temps politique sous l'influence du quinquennat et du temps médiatique avec les bouleversements de la fabrique de l'information a changé la donne. Un projet de réforme, aussi évident soit-il pour ceux qui le conçoivent, ne peut plus se faire dans un face-à-face confidentiel entre ceux qui représentent, et c'est leur rôle, les intérêts particuliers et ceux qui façonneront demain, et c'est leur responsabilité, l'intérêt général. Il est donc essentiel pour tous ces contributeurs de passer d'une seule stratégie d'influence à une véritable stratégie d'opinion. Et donc accepter d'entrer de plain-pied dans le débat public. Mais on n'entre pas dans l'arène en n'écoutant pas la clameur et en ne devinant pas les murmures. On ne prend pas part au débat en ne captant pas, en ne comprenant pas les tendances lourdes et les signaux faibles de notre pays, ou en ne s'appuyant pas sur le succès des initiatives concrètes, souvent locales, émanant de la société civile, des associations, des élus de terrain.

La France de 2017 n'est ni celle de 2007 ni celle de 2012 : marquée principalement par la peur et la défiance, elle clame à la fois son besoin de comprendre les évolutions du monde et son envie de résistance. En quête d'audace et de courage, préférant le pragmatisme aux idéologies, elle cherche des nouveaux tiers de confiance qui incarnent ces valeurs et a fait de la proximité son nouveau totem. Elle est surtout fracturée par des clivages lourds : entre perdants et gagnants de la mondialisation, d'abord ; entre habitants des grandes agglomérations et ceux des zones rurales et périurbaines, entre retraités et actifs, entre propriétaires et locataires, entre ceux qui ont facilement accès à

“

Autour de ceux qui demain décideront, il y a la société française et son incroyable complexité.

Après avoir partagé un diagnostic, il s'agit d'identifier avec précision les blocages, les convergences, les totems, les adhésions molles et les angles morts de tel ou tel projet.

la culture et à la connaissance et ceux qui s'en sentent exclus.

On ne peut pas entrer dans le débat public sans être à l'écoute de ces France multiples et contradictoires. On ne peut pas vouloir convaincre de telle ou telle réforme sans identifier d'abord les constats partagés. La loi El Khomri a ainsi d'abord bloqué sur une équation aujourd'hui non partagée par l'opinion : la flexibilité permet de créer des emplois.

Après avoir partagé un diagnostic, il s'agit d'identifier avec précision les blocages, les convergences, les totems, les adhésions molles et les angles morts de tel ou tel projet. Pour faire ce travail, on ne peut pas se satisfaire d'un chiffre global de 60 ou 70 % de soutiens sans regarder de manière approfondie si ceux qui sont directement concernés par un projet en seront demain des détracteurs actifs ou des soutiens distants. Entre les intérêts particuliers et l'intérêt général, le citoyen ne fait pas la synthèse, ce n'est pas son rôle, mais il arbitre et juge en opportunité. Et pour moi, ça change quoi ? Réforme qui me menace ou réforme qui me permet d'espérer un « mieux » tangible ? Réforme de progrès ou réforme rétrograde ?

Dans ce contexte, les études d'opinion n'ont pas vocation à statuer sur l'opportunité de telle ou telle réforme, mais à donner à tous les acteurs les clés d'une acceptation des réformes par la société. Les contributeurs au débat public ne peuvent pas faire l'impasse sur un profond travail de pédagogie et de conviction mené au-delà des leaders d'opinion et des corps intermédiaires, dans les territoires, dans les médias, sur les réseaux sociaux,

Bernard Sananes est président du cabinet d'études et de conseil Elabe.